

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Réunion du 22 novembre 2003 Collège

Jean Valette 18200 — Saint-Amand-Montrond

Une trentaine de participants : enseignants, parents d'élèves, parents représentants de la FCPE, élève déléguée de classe représentante au CA, personnel de direction, assistante sociale du collège.

Animatrice : Madame Nivet, parent d'élève.

Rapporteur : Madame Brau, assistante sociale.

Deux questions proposées aux participants : numéro 5 et numéro 8.

Début de séance : 8 heures 45.

Fin de séance : 12 heures.

En préambule, après lecture de la lettre des ministres, il est noté la volonté et l'espoir que cette réflexion sera prise réellement en compte, que les souhaits et propositions qui remonteront seront vraiment étudiés et déboucheront ainsi sur des améliorations dans l'intérêt des enfants.

Le groupe a décidé de s'intéresser à la question 8. Les sous-questions posées semblant orienter les réponses, le groupe a procédé en s'attachant à garder à l'esprit le thème général, sans répondre point par point aux propositions faites.

Le débat a fait émerger 4 axes porteurs de constats et de propositions :

1 / L'école dans l'économie nationale.

2 / Le Collège, prolongement des écoles maternelle et primaire est l'antichambre du lycée. L'école doit être inscrite dans un système national.

3 / Les programmes sont trop ambitieux.

4 / L'école, les parents et la société rivale...

1 / L'école dans l'économie nationale

Il apparaît clairement au cours du débat que l'économie dicte les choix budgétaires et les missions de l'Education Nationale.

Constats :

Des élèves arrivent encore au collège en maîtrisant mal la lecture, l'écriture et le calcul. Ces bases sont les fondations indispensables pour les acquisitions en collège. Les RASED n'existent pas partout. Sur le territoire français les chances ne sont pas les mêmes partout, les zones rurales sont particulièrement défavorisées.

Perte de volumes horaires pour certaines disciplines (exemple : en français, en 4e, diminution d'une heure trente par semaine, alors que le programme n'a pas été restreint).

Suppression au cours des années de certaines classes : 4e T., CPA, diminution des places pour l'accès en CLIS, en SEGPA, en EREA, en Institut de rééducation.

Les rythmes scolaires répondent à une injonction économique, dictée par le tourisme.

Le budget d'un établissement est " global ", il n'est pas attribué par élève.

Propositions :

Nécessité d'un réel travail, dès la maternelle et le primaire de détection précoce des difficultés. Orientation vers des structures adaptées : RASED, CDES, développement des services médicaux et sociaux de l'Education Nationale attachés au premier cycle.

Réouverture et extension de certaines classes propres à répondre à des enfants en difficulté scolaire, en apportant une attention particulière aux zones rurales.

Suivi effectif des enfants et de leurs familles pour la mise en place des solutions de remédiation.

Maintien des IDD qui permettent par l'interdisciplinarité à certains élèves de mettre du sens dans les apprentissages, sans diminuer pour autant les volumes horaires de certaines disciplines (français, math...)

Se servir des résultats des études scientifiques pour enfin apporter une réponse aux besoins des enfants en matière de rythme scolaire et biologique.

Reconnaître les besoins de l'élève pour établir le budget national et celui de l'établissement.

2 / Le Collège, prolongement des écoles maternelle et primaire est l'antichambre du lycée. L'école doit être inscrite dans un système national.

Constats :

Pour aborder le collège, l'élève doit maîtriser des savoirs de base essentiels et simples, mais parfaitement intégrés : la lecture,

l'écriture, la grammaire et la conjugaison dans les natures, fonctions et temps simples, le calcul avec ses 4 opérations de base. Les

approfondissements auront lieu au collège et seront possibles si les " fondamentaux " sont acquis.

À son arrivée au collège, l'enfant doit être en mesure de comprendre, de respecter et d'appliquer les consignes.

Au collège, l'enfant approfondit et enrichit les connaissances acquises en primaire, il acquiert et affine sa méthodologie pour aborder le

lycée.

Propositions :

En Primaire, ne pas devancer ce qui va être fait au collège et brûler les étapes.

Se recentrer sur l'apprentissage des bases.

Abandonner les méthodes qui ont fait preuve d'inefficacité.

Se référer aux résultats d'études scientifiques.

Associer les acteurs de terrains (parents et enseignants) à la réalisation des programmes.

Harmoniser des méthodes et pratiques sur le plan national (différences importantes notées dans les pratiques et méthodes d'une école à l'autre).

Favoriser une harmonisation réelle et construite entre les enseignants du Primaire, du Collège et du Lycée, pour lister et analyser les contenus, les pratiques et les besoins.

Remettre en place en 6e les heures de méthodologie.

Maintenir les IDD, sans pour autant réduire les heures de Français ou Math.

Favoriser la prise d'autonomie du jeune pour le préparer au lycée qu'il doit aborder avec des méthodes reconnues par tous les enseignants.

Les parents dans ce domaine se sentent impuissants.

Les directives nationales doivent être respectées sur tout le territoire français :

Ne plus utiliser les méthodes obsolètes.

Favoriser fortement l'initiation des langues vivantes pour tous les enfants de primaire.

Obtenir un accord consensus sur les " fondamentaux " dont l'enfant doit disposer pour franchir chaque étape d'apprentissage.

Donner un sens positif au redoublement s'il est nécessaire.

3 / Les programmes sont trop ambitieux.

Constat :

Selon les enseignants présents au débat, les programmes sont trop ambitieux. À titre d'exemple, certains points du programme de 4e, en français, sont vus en licence, en art plastique, en 6e des questions trop complexes sont évoquées, en primaire les enfants n'ont pas à aborder certains points de grammaire ou de conjugaison, qui seront étudiés au collège.

Propositions :

Participation à la commission des programmes d'enseignants de terrain.

Respect des directives communes.

Réel travail de liaison entre le primaire, le collège et le lycée.

Il apparaît à tous, indispensable qu'un fil conducteur repérable existe dans le choix des contenus des programmes et que l'enfant trouve ainsi du sens dans ce qu'il apprend en faisant un lien, entre les années et les enseignements reçus.

4 / L'école, les parents et la société rivale...

Constats :

La société de consommation (commerce, loisirs, média...) sollicite énormément l'enfant.

La société qui se tourne beaucoup vers le loisir amène l'enfant à être un consommateur passif, le sens de l'effort semble s'être estompé. Il est gros consommateur de télévision.

Il paraît plus facile d'intégrer le message télévisuel que celui de l'école plus abstrait.

Le goût de la lecture a diminué.

Le vocabulaire s'est appauvri.

La violence constatée peut être parfois le résultat d'un échec scolaire non pris en compte.

La société a amené chacun à évoluer de façon individuelle, en négligeant le sens commun. Comment peut-on faire cohabiter ce système de fonctionnement individualisé et le système collectif proposé par l'école ?

La motivation semble ne plus exister.

L'école ne semble plus être porteur de réussite.

Le système d'évaluation par les notes semble ne pas convenir.

Propositions :

- L'école et les parents doivent être complémentaires de la structuration de la personnalité de l'enfant par l'autorité, le rappel à la réalité et à la loi.

- Il est nécessaire d'apprendre à l'enfant à décrypter ce que lui montrent les médias. Le CSA doit être garant des messages envoyés aux enfants avec beaucoup plus de rigueur et de garantie. IL faut amener l'enfant, en l'alertant à se concentrer, pour comprendre, réfléchir et analyser le monde qui l'entoure.

Il faut prévoir dans les cours des moments où l'enseignant, dès la maternelle sensibilisera l'enfant à la société et à son état de consommateur-acteur.

Le système de notation en vigueur, doit prendre un autre sens que celui d'une sanction, mais être vécu comme un moyen de repérer les progrès ou difficultés pour y remédier.

CONCLUSION

Il semble à tous que ces propos ont déjà été tenus et ont été peu pris en compte.

Une attente forte des résultats de ce débat existe, avec toutefois une dose de scepticisme.

Compte-rendu réalisé par Martine Brau

Assistante Sociale Education Nationale